agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

ASIE/PAKISTAN - Liberté religieuse mise en échec par la loi sur le blasphème

Rome (Agence Fides) – « 2011 aura été annus horribilis pour la liberté religieuse au Pakistan » : c'est ce qu'affirme la XI° édition du Rapport sur la Liberté religieuse dans le monde, publié ce jour par la Fondation pontificale Aide à l'Eglise en Détresse (AED) qui réalise une surveillance de la liberté religieuse dans 196 nations. « L'année 2011 – affirme le texte envoyé à Fides – restera dans l'histoire comme l'une des plus violentes, sanglantes et tragiques de l'histoire du pays. Elle a été marquée pour toujours par deux assassinats majeurs : celui du gouverneur du Pendjab, Salman Taseer, et celui du ministre fédéral pour les minorités, le catholique Shahbaz Bhatti ». Deux meurtres liés à la liberté religieuse, dans la mesure où les deux leaders (l'un musulman, l'autre chrétien) ont été victimes des extrémistes islamistes parce qu'ils étaient favorables à l'abolition, ou du moins la modification, de la loi dite sur le blasphème. Cette loi (deux articles du Code pénal pakistanais, le 295 b et le 295 c) punit d'emprisonnement à perpétuité ou de peine de mort ceux qui offensent le Coran ou le prophète Mahomet. Depuis son entrée en vigueur (1986), cette loi, d'après laquelle la charge de la preuve n'incombe pas à celui qui accuse, est utilisée pour résoudre des litiges privés, et également comme moyen d'oppression des minorités religieuses. Le cas particulier – rappelle le rapport de l'AED – qui a coûté la vie aux deux leaders pakistanais est celui d'Asia Bibi, une chrétienne condamnée à mort sous la fausse accusation de blasphème.
« L'extrémisme musulman, l'intolérance grandissante, le non-droit et l'impunité ont jeté sur la liberté religieuse au Pakistan un voile sombre », note le rapport de l'AED, expliquant : « au niveau juridique, la question principale de 2011 au Pakistan n'était pas l'adoption de nouvelles mesures de restriction de la liberté religieuse, mais l'absence d'abolition des lois limitant fortement la liberté et les droits des fidèles, en alourdissant le système de discrimination et, dans certains cas, de persécution des minorités religieuses ». La révision éventuelle ou l'abolition de la loi sur le blasphème étaient en effet au centre des débats. Une proposition de loi prévoyait entre autres cinq ans d'emprisonnement au lieu de la peine de mort pour les cas de blasphèmes présumés, des sanctions sévères pour les personnes ayant effectué de fausses accusations de blasphème ou incité à la haine religieuse, la compétence de la Haute Cour pour les affaires de blasphème, et la nécessité de preuves et de garanties avant d'arrêter un accusé.
La proposition a provoqué le soulèvement des groupes et partis religieux extrémistes : la proposition de loi a été retirée et le débat a été définitivement clos après l'assassinat de Taseer et Bhatti : l'extrémisme violent, en l'espèce, a eu la primauté sur le droit et la liberté religieuse. Un espoir aujourd'hui, remarquent des sources de Fides au Pakistan, est représenté par la nouvelle prise de conscience au sein de l'opinion publique, intervenue à l'occasion de l'affaire concernant Rimsha Masih, fillette chrétienne faussement accusée de blasphème par un imam, démasqué par des témoins musulmans. (PA) (Agence Fides 16/10/2012)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it